

ANIL RAZDAN

Ancien Power Secretary, gouvernement de l'Inde

Il doit être évident pour nous, après nos discussions jusqu'à maintenant, que le débat sur les problèmes de développement doit se focaliser sur le développement universel centré sur les hommes et non pas sur le développement tout court, qu'il soit capitaliste ou socialiste. Les quatre 'E' qui vont la main dans la main pour tout développement durable sont l'énergie, l'équité, l'environnement et l'efficacité. L'énergie, qui un moteur majeur du développement et de la réduction de la pauvreté, doit être disponible, abordable, fiable et durable. Chose étonnante, une citation du Mahatma Gandhi, fondateur de ma nation, est tout à fait pertinente. Il a dit: « la Terre a suffisamment de ressources pour satisfaire les besoins des populations, mais elle n'en aura jamais assez pour satisfaire leur avidité. »

Pour la période 2006-2030, on estime que la croissance énergétique sera de l'ordre de 1,8 % par an et, par chance, l'efficacité énergétique connaîtra également une croissance de 1,8 %. Un autre signe positif est que certains pays en développement font mieux que les pays développés en cette matière. Toutefois, la principale question en matière de gouvernance est de savoir si c'est l'énergie qui régira l'environnement ou si c'est l'environnement qui régira la consommation énergétique. La crise actuelle, comme toutes les crises, est le résultat de l'imprudence et de l'indiscrétion du monde développé pendant des années, et peut-être de l'ignorance, car tout allait bien jusque dans les années 90.

Pour en revenir au développement, je serais tenté de dire que les principales préoccupations des pays en développement comme l'Inde et nombre d'économies émergentes (et je voudrais dire que la définition « d'économie émergente » n'est pas nécessairement celle établie par l'AIE) sont les suivantes. L'accès à l'énergie pour de nombreuses personnes dans le monde est limité et faussé. L'offre de combustible fossile facilement accessible se raréfie et sa distribution est biaisée. La sécurité énergétique et les risques politiques semblent importants, le pétrole se situant principalement dans des régions instables. Et puis l'ombre du changement climatique plane sur nos têtes.

Comme vous le savez, la consommation d'énergie par personne est très faussée et, dans les faits, le différentiel est d'environ 1 à 20 entre le monde en développement et les pays les plus riches du monde développé. Vous seriez surpris d'apprendre que 400 millions de personnes en Inde vivent encore sans électricité. L'État fédéral indien a proposé de subventionner à hauteur de 90 % les projets des États de l'Union indienne souhaitant amener l'électricité dans chaque foyer. C'est particulièrement le cas dans les régions rurales. Pour être juste, un système doit être aussi équitable envers les riches que les pauvres, et cela s'applique aux nations aussi bien qu'à leurs composants. Ne pas parvenir à offrir l'électricité à ceux qui ne l'ont pas est une recette sûre pour provoquer troubles et violence et remettre en cause la gouvernance démocratique, à mon sens. Aujourd'hui, certaines tribus reculées d'Inde vivent encore dans les mêmes conditions qu'autrefois et ce n'est pas acceptable pour elles. Elles veulent l'électricité, les communications et le confort moderne.

Les sources énergétiques sont davantage une question de disponibilité et de prix que de choix, tout comme la nourriture ou l'habitat, particulièrement dans les pays les plus pauvres. Le ratio réserves/production est d'environ 120 ans pour le charbon, 60 ans pour le gaz naturel et environ 50 ans pour le pétrole. Le charbon

semble être réparti plus équitablement sur toute la Terre et ses ressources sont abondantes dans les pays en développement, d'où son utilisation massive. Le pétrole est présent principalement au Moyen-Orient et aucun gisement majeur n'a été découvert au cours des 20 dernières années. Les ressources en gaz naturel sont un peu moins déséquilibrées mais il y a les contraintes relatives aux gazoducs et au coût de transport du GNL. En d'autres termes, le gaz naturel est le combustible des riches.

J'ai mentionné le fait que tout allait bien jusque dans les années 90, époque où les riches ont continué à se baigner et se vautrer dans l'énergie et où les pauvres en sont restés dépourvus sans que cela ne gêne personne. Des préoccupations sur le changement climatique ont alors fait leur apparition au cours de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC) en 1992, accompagnées du spectre du réchauffement mondial. Est apparu également le principe d'une responsabilité commune mais différenciée et des capacités distinctes. S'en est suivi le protocole de Kyoto en 1997 qui a gardé intact ce principe. Dans le même temps, certains pays en développement ont commencé leur transition vers la croissance, notamment la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Asie du sud-est. Ils continuent à croître et voient le 21^e siècle comme le siècle leur offrant la possibilité de sortir leurs populations de la pauvreté et pour les amener à des niveaux de vie décents.

Le rapport du GIEC en 2007, dont le panel fut présidé par un scientifique indien, révèle des préoccupations plus importantes, telles qu'une augmentation de 70 % des émissions de gaz à effet de serre entre 1970 et 2004. Les émissions de CO₂ ont augmenté considérablement, particulièrement au cours du 20^e siècle, les deux tiers de ces émissions provenant des pays développés. L'empreinte carbone des pays en développement est infime comparée à celle énorme de certaines des économies les plus importantes. La part de l'Inde dans les émissions mondiales annuelles de carbone qui s'élèvent à 28 milliards de tonnes est d'environ un milliard et demi de tonne, et les émissions par habitant sont d'une tonne contre 20 en moyenne dans le monde. L'un des programmes les plus importants en Inde vise à maintenir l'intensité énergétique à un bas niveau.

Cependant, lorsqu'il existe des pressions pour suspendre le développement et interrompre l'approvisionnement, la question assez sensible que se posent les pays en développement est celle de savoir qui est responsable du cancer et quel organe devra subir une chimiothérapie. Doit-il s'agir de ceux qui n'ont pas encore accès à l'énergie ou de ceux qui l'ont utilisé avec excès par le passé ? À mon sens, les pays en développement doivent être autorisés à se développer et à réduire la pauvreté tout en poursuivant des politiques constructives, des politiques que les Etats démocratiques et éclairés continueront à mettre en œuvre dans un esprit de coopération.

Selon moi, la technologie nous apportera une fois de plus la solution face aux coûts et à l'accessibilité. Je ne pense pas que les pays en développement puissent acquérir les nouvelles technologies aux prix indiqués. L'AIE a indiqué que le coût d'atténuation serait d'environ 50 dollars par tonne pour les technologies dans leur état actuel pour environ 200-500 dollars par tonne de CO₂ économisée. Les investissements pourraient varier entre 20 et 45 trillions de dollars. Ces coûts doivent être partagés avec les pays en développement dans la mesure où ces pays ne demandent pas la gratuité de l'énergie, des sources énergétiques ou de la technologie. On ne devrait leur payer que les coûts marginaux liés à l'adoption de nouvelles technologies. Je pense que tout gouvernement ou administration sensée utilisera les technologies les plus respectueuses de l'environnement. Et parce que les pays en développement ont le plus à perdre du réchauffement mondial du fait de la fragilité de leurs économies, ils doivent investir bien plus dans l'adaptation. Cet aspect ne fait l'objet d'aucun débat, contrairement à l'atténuation. C'est pourquoi, des structures dédiées à l'adaptation, à l'atténuation et au financement doivent être mises en place.

Un plan d'action national sur le changement climatique a été lancé en Inde avec huit objectifs, dont deux concernent l'énergie solaire et l'efficacité énergétique. D'autres concernent les glaciers, l'eau, etc. Ce dont nous avons besoin c'est d'un système mondial permettant de faire face aux coûts supplémentaires liés à l'accélération de l'introduction de technologies nouvelles et plus propres. Nous avons également besoin de réduire le coût de ces technologies en déplaçant leur fabrication dans les pays en développement, ce qui donnera à ces pays un sentiment d'appropriation. Toutefois, les produits doivent répondre aux objectifs fixés en termes d'énergie, d'environnement et de coût. Nous avons également besoin de développer des réseaux de distribution d'électricité intelligents pour capter même les productions d'énergie les plus minimes au profit d'un pool central exploitable. Le solaire, l'énergie des vagues, le thorium et d'autres technologies à faible empreinte carbone doivent recevoir toute notre attention. Nous devons commencer à investir massivement dans les nouvelles technologies et dans la fixation et l'utilisation du carbone. Nous avons un bel avenir devant nous si nous agissons ensemble dans l'équité, la justice et le bon sens.